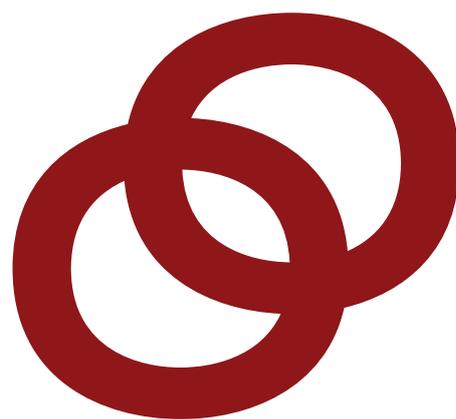
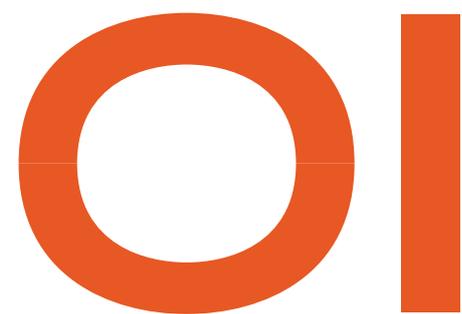


RÉUSSIR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ENSEMBLE



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2019



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2019

SOMMAIRE

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
1.	Activité des six premiers mois	4
2.	Faits marquants de la période	7
3.	Facteurs de risque et transactions entre parties liées	8
4.	Perspectives	9
5.	Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2019	9
	Annexe/Glossaire	10
2	COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS	11
	État du résultat net consolidé	12
	État du résultat global consolidé	13
	État de la situation financière consolidée	14
	État des variations des capitaux propres consolidés	15
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
	Notes aux états financiers consolidés résumés	17
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	36
	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	37

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 547 701 € – 326 820 065 RCS ANNECY
SIÈGE SOCIAL : PAE LES GLAISINS ANNECY-LE-VIEUX – FR 74940 ANNECY
DIRECTION GÉNÉRALE : 6 AVENUE KLÉBER – FR 75116 PARIS

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.	ACTIVITÉ DES SIX PREMIERS MOIS	4
1.1.	Compte de résultat consolidé au 1 ^{er} semestre 2019	4
1.2.	Approche par activité	5
1.3.	Effectifs	7
1.4.	Situation financière du Groupe	7
2.	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	7
3.	FACTEURS DE RISQUE ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	8
3.1.	Facteurs de risque	8
3.2.	Transactions avec les parties liées	9
4.	PERSPECTIVES	9
5.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2019	9
	ANNEXE/GLOSSAIRE	10



1. Activité des six premiers mois

1.1. Compte de résultat consolidé au 1^{er} semestre 2019 ⁽¹⁾

	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
Chiffre d'affaires	2 207,1		2 014,0	
Charges de personnel	- 1 338,5		- 1 235,6	
Charges d'exploitation	- 636,1		- 624,4	
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 81,5		- 21,2	
Résultat opérationnel d'activité	151,0	6,8 %	132,8	6,6 %
Charges liées aux paiements en actions	- 4,3		- 22,1	
Dotations aux amortissements sur incorporels affectés	- 13,6		- 11,6	
Résultat opérationnel courant	133,1	6,0 %	99,2	4,9 %
Autres produits et charges opérationnels	- 17,8		- 19,1	
Résultat opérationnel	115,3	5,2 %	80,0	4,0 %
Coût de l'endettement financier net	- 4,4		- 3,7	
Autres produits et charges financiers	- 7,7		- 3,2	
Charges d'impôt	- 34,4		- 34,9	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	- 2,0		1,3	
Résultat net	66,8	3,0 %	39,5	2,0 %
Part du Groupe	60,9	2,8 %	38,4	1,9 %
Intérêts minoritaires	5,9		1,1	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (en millions)	20,22		20,16	
Résultat de base par action (en euros)	3,01		1,90	

La **croissance de l'activité** a été forte au 1^{er} semestre 2019 avec un chiffre d'affaires en progression de 9,6 %. L'effet périmètre a été positif à hauteur de 38,9 M€ tandis que l'impact des variations de devises a été quasiment neutre. **À taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires** a progressé de 7,4 %. Cette performance illustre le bon positionnement des offres de Sopra Steria dans un marché animé par les besoins clients nés des enjeux de la transformation digitale.

Le résultat opérationnel d'activité s'est élevé à 151,0 M€, soit un taux de marge à 6,8 %, en progression de 0,2 point par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Sopra Steria a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de montée en valeur de ses offres. Pour l'accompagner, des investissements ont été réalisés notamment sur l'activité de conseil, l'outillage interne (plateforme DevOps sur Cloud Hybride, plateformes Asset-based), la verticalisation de l'activité conseil et intégration de systèmes en France et la plateforme de marque du Groupe. Par ailleurs, une activité de recrutement non stratégique et à faible marge au Royaume-Uni a été cédée.

Le 1^{er} semestre a également été consacré à consolider le projet Sopra Banking Software. Deux opérations structurantes ont été réalisées. L'acquisition de l'éditeur français SAB renforce significativement la position de Sopra Banking Software en France dans le domaine des logiciels de *core banking* et permet d'envisager des synergies produites sur les bases installées notamment grâce aux offres digitales. La conclusion d'un partenariat stratégique avec sept *Sparda Banken* en Allemagne ouvre des perspectives importantes au produit Sopra Banking Platform qui sera au cœur de la transformation de leur système de *core banking*. Ce partenariat constituera un véhicule de conquête auprès de nouvelles banques susceptibles de rejoindre la plateforme commune utilisée par ces sept *Sparda Banken*. Par ailleurs, l'organisation, le management et le *reporting* de l'activité des crédits spécialisés ont été nettement renforcés dans le cadre d'un plan de redressement mis en œuvre dès le 1^{er} trimestre. Celui-ci s'appuie en particulier sur le développement, en 2019, d'une version standardisée du produit. L'objectif est de mettre cette nouvelle version en marché au 1^{er} trimestre 2020.

(1) Les indicateurs alternatifs de performance sont définis dans le glossaire disponible à la page 10 du présent document.

Commentaires sur le résultat net du 1^{er} semestre 2019

- Le résultat opérationnel d'activité a été de 151,0 M€.
- Le résultat opérationnel courant s'est élevé à 133,1 M€. Il intègre une diminution importante de la charge liée aux paiements fondés en actions : 4,3 M€ contre 22,1 M€ au 1^{er} semestre 2018.
- Le résultat opérationnel s'est établi à 115,3 M€ après prise en compte de -17,8 M€ d'autres produits et charges opérationnels (-19,1 M€ au 1^{er} semestre 2018) comprenant notamment 14,3 M€ de charges de réorganisation et de restructuration.
- La charge d'impôt s'est élevée à 34,4 M€ contre 34,9 M€ au 1^{er} semestre 2018, faisant ressortir un taux d'imposition Groupe de 33,4 %. Le taux d'imposition annuel 2019 est attendu à environ 35 %.
- **La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** (Axway Software) a représenté -2,0 M€ (1,3 M€ au 1^{er} semestre 2018).
- Après prise en compte des **intérêts minoritaires** pour 5,9 M€, le **résultat net part du Groupe** a atteint 60,9 M€, en hausse de 58,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2018.
- **Le résultat de base par action** s'est élevé à 3,0€, en progression de 58,3 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 2018 (1,9 € par action).

1.2. Approche par activité**I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 1^{ER} SEMESTRE 2019**

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité*	1 ^{er} semestre 2018	Croissance organique	Croissance totale
France	914,9	849,1	849,1	+ 7,7 %	+ 7,7 %
Royaume-Uni	429,6	385,7	382,8	+ 11,4 %	+ 12,2 %
Autre Europe	534,9	498,5	475,5	+ 7,3 %	+ 12,5 %
Sopra Banking Software	204,0	202,1	187,4	+ 0,9 %	+ 8,9 %
Autres solutions	123,6	119,2	119,2	+ 3,7 %	+ 3,7 %
SOPRA STERIA GROUP	2 207,1	2 054,6	2 014,0	+ 7,4 %	+ 9,6 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2019.

I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 2^E TRIMESTRE 2019

	2 ^{ème} trimestre 2019	2 ^{ème} trimestre 2018 Retraité*	2 ^{ème} trimestre 2018	Croissance organique	Croissance totale
France	457,8	422,8	422,8	+ 8,3 %	+ 8,3 %
Royaume-Uni	216,2	194,9	194,4	+ 10,9 %	+ 11,2 %
Autre Europe	267,5	252,0	243,9	+ 6,1 %	+ 9,7 %
Sopra Banking Software	110,8	106,2	99,2	+ 4,3 %	+ 11,7 %
Autres solutions	63,4	61,8	61,8	+ 2,6 %	+ 2,6 %
SOPRA STERIA GROUP	1 115,7	1 037,8	1 022,2	+ 7,5 %	+ 9,2 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2019.

I SOPRA STERIA : PERFORMANCE PAR PÔLE D'ACTIVITÉ – 1^{ER} SEMESTRE 2019

	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
France				
Chiffre d'affaires	914,9		849,1	
Résultat opérationnel d'activité	85,2	9,3 %	76,0	9,0 %
Résultat opérationnel courant	81,7	8,9 %	60,5	7,1 %
Résultat opérationnel	76,1	8,3 %	56,1	6,6 %
Royaume-Uni				
Chiffre d'affaires	429,6		382,8	
Résultat opérationnel d'activité	26,4	6,1 %	17,1	4,5 %
Résultat opérationnel courant	20,4	4,7 %	10,5	2,7 %
Résultat opérationnel	19,8	4,6 %	2,2	0,6 %
Autre Europe				
Chiffre d'affaires	534,9		475,5	
Résultat opérationnel d'activité	34,5	6,5 %	32,9	6,9 %
Résultat opérationnel courant	32,7	6,1 %	28,9	6,1 %
Résultat opérationnel	28,6	5,4 %	25,1	5,3 %
Sopra Banking Software				
Chiffre d'affaires	204,0		187,4	
Résultat opérationnel d'activité	-9,5	-4,7 %	-8,4	-4,5 %
Résultat opérationnel courant	-15,6	-7,6 %	-14,6	-7,8 %
Résultat opérationnel	-21,2	-10,4 %	-16,2	-8,6 %
Autres Solutions				
Chiffre d'affaires	123,6		119,2	
Résultat opérationnel d'activité	14,5	11,7 %	15,1	12,7 %
Résultat opérationnel courant	13,9	11,2 %	13,9	11,7 %
Résultat opérationnel	11,9	9,6 %	12,8	10,8 %

En France, le chiffre d'affaires a fortement progressé à 914,9 M€. Le taux de croissance organique s'est élevé à 7,7 %. L'activité a continué d'être tirée par le conseil, la transformation des infrastructures informatiques, notamment liées au cloud, et la cybersécurité. Les marchés verticaux les plus porteurs ont été la défense, l'aéronautique, l'assurance, le social et l'énergie. Le taux de marge opérationnelle d'activité s'est accru de 0,3 point à 9,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2018. Les investissements dans le digital et la montée en valeur ont été intensifiés, l'objectif étant de poser les bases d'une rentabilité opérationnelle supérieure à 10 % à moyen terme.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires (429,6 M€) a fortement progressé. A taux de change et périmètre constants, la croissance a atteint 11,4 %. Le taux de marge opérationnelle d'activité, en ligne avec les objectifs annuels, s'est établi à 6,1 %, en hausse de 1,6 points par rapport au 1^{er} semestre 2018. Cette évolution s'explique, principalement, par l'amélioration de la performance des deux co-entreprises dans le secteur public. La croissance moyenne

de leur chiffre d'affaires s'est élevée à 18,7 % et leur profitabilité a désormais atteint un niveau normatif. Les autres activités du secteur public ont été marquées par un certain attentisme lié au contexte actuel au Royaume-Uni. Le renforcement du positionnement dans le secteur privé, en particulier dans le domaine bancaire, est engagé et nécessite une poursuite des efforts de transformation sur plusieurs semestres.

Sur le pôle **Autre Europe**, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance organique de 7,3 % pour atteindre 534,9 M€. En Allemagne, le chiffre d'affaires n'a que faiblement progressé du fait d'une réduction significative des dépenses de certains clients dans le secteur bancaire, impactant la performance opérationnelle. Hors secteur bancaire la croissance a été dynamique. Concernant les autres pays du pôle, la croissance a été particulièrement soutenue en Scandinavie, en Espagne et en Italie. Le taux de marge opérationnelle d'activité du pôle a été en léger repli pour s'établir à 6,5 % (6,9 % au 1^{er} semestre 2018).

Le chiffre d'affaires de **Sopra Banking Software** a légèrement progressé de façon organique (+0,9 %) à 204,0 M€ et la marge opérationnelle s'est établie à -9,5 M€ (-8,4 M€ au 1^{er} semestre 2018). L'exercice 2019 constitue un exercice de transition. Les livraisons de produits (DxP, Platform, Amplitude et Cassiopae) ont néanmoins été nombreuses sur le 1^{er} semestre avec 108 mises en production. L'objectif est d'améliorer progressivement la rentabilité opérationnelle d'activité du pôle à partir de 2020.

Le pôle **Autres Solutions** a réalisé une bonne performance avec un chiffre d'affaires de 123,6 M€, en croissance organique de 2,3 % dans le domaine des solutions dédiées aux ressources humaines et de 6,7 % dans le domaine des solutions immobilières. Le taux de marge opérationnelle s'est établi à 11,7 % à comparer à 12,7 % au 1^{er} semestre 2018 qui constituait une base de comparaison élevée du fait de la réalisation, l'année dernière, des travaux préparatoires à la mise en œuvre du prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu en France.

1.3. Effectifs

Au 30 juin 2019, l'effectif total du Groupe était de 44 959 personnes (44 114 personnes au 31 décembre 2018) dont 19,2 % sur les zones X-Shore.

1.4. Situation financière du Groupe

Au 30 juin 2019, la **situation financière** de Sopra Steria est solide tant du point de vue de ses ratios financiers que de sa liquidité.

Le **flux net de trésorerie disponible** du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif, conformément à la saisonnalité habituelle, s'est établi à -21,8 M€, en amélioration par rapport à celui du 1^{er} semestre 2018 (-77,3⁽¹⁾ M€).

La **dette financière nette** s'est établie à 624,3 M€ au 30 juin 2019, représentant 1,6x l'EBITDA pro forma glissant sur 12 mois, à comparer à 1,8x au 30 juin 2018 (covenant bancaire fixé à 3x maximum).

Le 5 juillet 2019, le Groupe a réalisé à des conditions favorables une **émission obligataire Euro PP** de 250 M€ (cf. communiqué de presse du 25 juin 2019). Cette nouvelle émission lui permet d'allonger la maturité de sa dette et de poursuivre sa stratégie de diversification de ses sources de financement.

2. Faits marquants de la période

Au cours du 1^{er} semestre 2019, le Groupe a annoncé les opérations suivantes :

- **L'acquisition** par Sopra Banking Software de 70 % du capital de SAB qui sera consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} juillet 2019 (cf. communiqué de presse du 10 avril 2019).
- La **prise de participation** à 51% de la captive informatique des Sparda Banken dans le cadre du partenariat stratégique signé avec sept de ces banques. Cette société sera consolidée par intégration globale dans les comptes de Sopra Steria, dans le pôle Autre Europe, au cours du 3^{ème} trimestre 2019 (cf. communiqué de presse du 9 mai 2019).
- La **cession** d'une activité de recrutement non stratégique et à faible marge au Royaume-Uni dont la déconsolidation a pris effet au 28 juin 2019 (cf. communiqué de presse du 18 juin 2019).

(1) Après retraitement du besoin en fonds de roulement 2017 des 37 M€ de créances commerciales cédées et déconsolidées fin 2017.

3. Facteurs de risque et transactions entre parties liées

3.1. Facteurs de risque

Une description des principaux risques est disponible dans le document de référence 2018, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 12 avril 2019 accessible sur notre site Internet via l'adresse suivante : <https://www.soprasteria.com/>

Les facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans la section 8.1 du chapitre 1 du document de référence 2018 (pages 28 à 37) et ne présentent pas d'évolution significative.

Les principaux facteurs de risques pour Sopra Steria, sont présentés ci-après. Les plus importants en termes de probabilité d'occurrence et d'ampleur quant à leur impact étant mentionnés en premier dans le tableau ci-dessous, et hiérarchisés.

Pour chacun des facteurs de risques, le descriptif du risque est précisé en expliquant de quelle manière il peut affecter Sopra Steria ainsi que les éléments de gestion et de maîtrise du risque, à savoir, les politiques, procédures et plans d'actions.

I PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES PRINCIPAUX RISQUES ET ÉLÉMENTS DE MAÎTRISE

Principaux Risques opérationnels Principaux éléments de maîtrise

Risque lié à l'évolution des marchés et des affaires	<ul style="list-style-type: none"> ■ Exercice annuel complet de revue de la stratégie ■ Gouvernance de la transformation pilotée par le Président et le Directeur général ■ Suivi régulier de la mise en œuvre des décisions prises et de l'exécution
Risque lié à l'adaptation des compétences*	<ul style="list-style-type: none"> ■ Sélectivité du recrutement ■ Politique RH intégrant le déploiement d'une démarche « <i>Dynamique Prospective Emploi et Parcours Professionnels</i> » ■ Programmes de formations
Risque lié à la protection et à la sécurité des données clients	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politiques et procédures de sécurité, Organisation Responsables Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), ■ Certification ISO 27001 et programme de conformité réglementation RGPD ■ Support du centre d'expertise de Toulouse (<i>Security Operation Center – SOC</i>) ■ Large programme de formation et de sensibilisation
Risque lié à l'exécution des projets	<ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation et procédures (dont Système Qualité) propres aux phases d'avant-vente, de production et de contrôle qualité des projets ■ Revues et audits par la Direction Industrielle
Risque lié à la continuité des services et la sécurité des systèmes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politique et procédures concernant les implantations des centres de services, l'organisation et les plans de continuité de services
Risque lié à l'attractivité et à la rétention des talents*	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politique ambitieuse de recrutement et de fidélisation
Risque lié à la perte d'un client significatif	<ul style="list-style-type: none"> ■ Politique et stratégie grands comptes revus annuellement ■ Suivi régulier du portefeuille clients par la Direction Grands Comptes & Partenariats
Risque lié aux activités dans des pays à risques	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en œuvre d'une politique et procédure export
Risque lié au Brexit	<ul style="list-style-type: none"> ■ Comité dédié au suivi particulier des risques associés et actions
Risques liés aux engagements relatifs aux régimes de retraite	<ul style="list-style-type: none"> ■ Suivi et gestion par les Directions des Affaires Financières des entités et du Groupe

Principaux Risques Extrafinanciers

Risque de manquement à l'éthique ou à la loi*

Principaux éléments de maîtrise

- Programme Éthique et conformité renforcé incluant la mise en œuvre d'un dispositif de prévention et de lutte contre la corruption et le trafic d'influence
- Une Direction du Contrôle Interne et de la Gestion des Risques en charge du pilotage des sujets de conformité, contrôle interne et gestion des risques assurant un pilotage transverse
- Nomination de Responsables contrôle interne en charge des sujets de conformité dans chacune des entités

* Ce risque répond également aux attentes de la réglementation prévue par les articles L. 225-102-1, III et R. 225-105 du Code de commerce.

Ces principaux risques sont détaillés, un à un dans les pages 30 et suivantes du document de référence 2018, tant en matière de description du risque, qu'en matière de gestion du risque.

À la date de rédaction du présent rapport, aucun autre risque significatif que ceux mentionnés dans le document de référence 2018 n'a été identifié.

Afin d'être en conformité avec l'ensemble des textes législatifs et réglementaires, et continuer de répondre aux différentes recommandations émises, il est présenté dans la section 2 « Informations relevant d'obligations spécifiques – autres risques »

du chapitre 7 du document de référence 2018, des risques, qui au regard de la cartographie des risques du Groupe, n'entrent pas dans les risques les plus importants tels que présentés au chapitre 1 du présent Document mais nécessitent néanmoins une mention spécifique (pages 229 à 233).

Les mises à jour des éléments relatifs aux risques financiers au 30 juin 2019 sont exposées dans la note 5.3 et la note 12 des Notes aux états financiers consolidés résumés (respectivement pages 23 à 24 et 30 à 31).

3.2. Transactions avec les parties liées

Ces transactions sont décrites dans la note 15 des Notes aux états financiers consolidés résumés du présent rapport (page 34).

4. Perspectives

Le Groupe relève son objectif de croissance annuelle et confirme ses autres objectifs pour l'exercice 2019.

- Une croissance organique du chiffre d'affaires égale ou supérieure à 6 % (antérieurement, « croissance organique comprise entre 4 % et 6 % »).
- Un taux de marge opérationnelle d'activité en légère amélioration.
- Un flux net de trésorerie disponible supérieur à 150 M€.

5. Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2019

- En date du 3 juillet 2019, le Groupe *via* sa filiale Sopra Banking Software a pris une participation majoritaire et le contrôle du groupe SAB, un des principaux éditeurs de logiciels de Core Banking en France.
- Par ailleurs, le Groupe a procédé le 5 juillet 2019 à une émission obligataire de 250 M€ auprès d'investisseurs institutionnels de premier rang se décomposant en deux souches, l'une de 130 M€ à 7 ans assortie d'un taux fixe annuel de 1,749 %, l'autre de 120 M€ à 8 ans assortie d'un taux fixe annuel de 2,0 %. Le produit de cette émission sera partiellement utilisé pour refinancer l'emprunt obligataire émis par groupe Steria en 2013 et arrivé à échéance le 12 juillet 2019 (cf. note 12.2).

Annexe/Glossaire

- **Chiffre d'affaires retraité** : chiffre d'affaires de l'année précédente retraité de façon à l'exprimer sur la base du périmètre et des taux de change de l'année en cours.
- **Croissance organique du chiffre d'affaires** : croissance de l'activité entre le chiffre d'affaires de la période et le chiffre d'affaires retraité de la même période de l'exercice précédent.
- **EBITDA** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au résultat opérationnel d'activité consolidé majoré des dotations aux amortissements et provisions incluses dans le résultat opérationnel d'activité.
- **Résultat opérationnel d'activité** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au résultat opérationnel courant retraité de la charge relative au coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options et d'actions gratuites et des dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés.
- **Résultat opérationnel courant** : cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui correspondent à des produits et des charges opérationnels inhabituels, anormaux, peu fréquents, non prédictifs, et de montant particulièrement significatif, présentés de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.
- **Résultat courant de base par action** : cet indicateur correspond au résultat de base par action avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels nets d'impôts.
- **Flux net de trésorerie disponible** : le flux net de trésorerie disponible (« Free cash flow ») se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité opérationnelle, diminué des investissements (nets des cessions) en immobilisations corporelles et incorporelles, diminué de la variation des actifs et passifs liés aux biens pris en location, diminué des intérêts financiers nets et diminué des contributions additionnelles liées aux engagements de retraites à prestations définies pour faire face aux déficits des plans.

2 COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

État du résultat net consolidé	12
État du résultat global consolidé	13
État de la situation financière consolidée	14
État des variations des capitaux propres consolidés	15
Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
Notes aux états financiers consolidés résumés	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	36
Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	37



État du résultat net consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Chiffre d'affaires	4.1	2 207,1	2 014,0
Charges de personnel	5.1	- 1 338,5	- 1 235,6
Achats et charges externes		- 625,1	- 606,2
Impôts et taxes		- 16,1	- 17,5
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		- 81,5	- 21,2
Autres produits et charges opérationnels courants		5,1	- 0,8
Résultat opérationnel d'activité		151,0	132,8
<i>en % du CA</i>		6,8 %	6,6 %
Charges liées aux stock-options et assimilées	5.4	- 4,3	- 22,1
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		- 13,6	- 11,6
Résultat opérationnel courant		133,1	99,2
<i>en % du CA</i>		6,0 %	4,9 %
Autres produits et charges opérationnels	4.2	- 17,8	- 19,1
Résultat opérationnel		115,3	80,0
<i>en % du CA</i>		5,2 %	4,0 %
Coût de l'endettement financier net	12.1.1	- 4,4	- 3,7
Autres produits et charges financiers	12.1.2	- 7,7	- 3,2
Charge d'impôt	6	- 34,4	- 34,9
Résultat net des entreprises associées	10.1	- 2,0	1,3
Résultat net des activités poursuivies		66,8	39,5
Résultat net des activités cédées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		66,8	39,5
<i>en % du CA</i>		3,0 %	2,0 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle	14.1.4	5,9	1,1
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		60,9	38,4
<i>en % du CA</i>		2,8 %	1,9 %
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>	Notes		
Résultat de base par action	14.2	3,01	1,90
Résultat dilué par action	14.2	3,00	1,90

État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		66,8	39,5
Autres éléments du résultat global			
Écarts actuariels liés aux engagements de retraite	5.3	- 62,2	88,4
Effets d'impôts		12,5	- 14,8
Éléments relatifs aux entreprises associées		- 0,2	-
Variation de la juste valeur des actifs financiers (titres non consolidés)		2,4	4,2
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables en résultat		- 47,5	77,8
Différences de conversion		5,1	- 1,5
Variation des couvertures d'investissement net		- 0,3	- 1,8
Effets d'impôts sur couvertures d'investissement net		0,1	0,5
Variation des couvertures de flux de trésorerie		2,4	- 4,6
Effets d'impôts sur couvertures de flux de trésorerie		- 0,8	1,5
Éléments relatifs aux entreprises associées		0,3	1,7
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables en résultat		6,7	- 4,2
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		- 40,8	73,6
RÉSULTAT GLOBAL		26,0	113,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		3,9	3,1
Part du Groupe		22,1	110,0

État de la situation financière consolidée

Actif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Écarts d'acquisition	8.1	1 710,3	1 708,5
Immobilisations incorporelles		229,8	253,5
Immobilisations corporelles		123,1	144,7
Droits d'utilisation des biens pris en location	9.1	284,1	-
Titres de participation mis en équivalence	10.2	193,0	195,1
Autres actifs financiers non courants	7.1	48,2	38,9
Engagements de retraite et assimilés	5.3	2,0	2,0
Impôts différés actifs		112,8	96,9
Actif non courant		2 703,3	2 439,6
Clients et comptes rattachés	7.2	1 161,1	1 091,0
Autres actifs courants		333,3	286,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.2	235,8	170,3
Actif courant		1 730,2	1 548,1
Actifs destinés à la vente		-	-
TOTAL DE L'ACTIF		4 433,5	3 987,7

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Capital		20,5	20,5
Primes		531,5	531,5
Réserves consolidées et autres réserves		650,6	619,1
Résultat de l'exercice		60,9	125,1
Capitaux propres - part du Groupe		1 263,5	1 296,2
Intérêts ne conférant pas le contrôle		29,2	32,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	14.1	1 292,7	1 329,2
Emprunts et dettes financières - part non courante	12.2	265,0	338,3
Dettes sur biens pris en location - part non courante	9.2	216,6	-
Impôts différés passifs		15,0	17,3
Engagements de retraite et assimilés	5.3	373,3	317,5
Provisions non courantes	11.1	54,6	59,9
Autres dettes non courantes	7.4	101,7	99,9
Passif non courant		1 026,2	832,9
Emprunts et dettes financières - part courante	12.2	595,1	452,9
Dettes sur biens pris en location - part courante	9.2	87,8	-
Provisions courantes	11.1	24,7	21,6
Fournisseurs et comptes rattachés		296,9	294,9
Autres dettes courantes		1 110,0	1 056,2
Passif courant		2 114,5	1 825,6
Passifs destinés à la vente		-	-
TOTAL DU PASSIF		3 140,8	2 658,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		4 433,5	3 987,7

État des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
AU 31/12/2017	20,5	531,5	-40,4	830,8	-135,9	1 206,5	30,7	1 237,2
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	18,0	-	18,0	0,1	18,1
Opérations sur titres autodétenus	-	-	-4,2	-16,4	-	-20,6	-	-20,6
Dividendes ordinaires	-	-	-	-49,3	-	-49,3	-	-49,3
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	1,1	1,1
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	-3,1	-	-3,1	-1,3	-4,3
Autres mouvements	-	-	-	1,2	-1,0	0,2	-	0,2
Transactions avec les actionnaires	-	-	-4,2	-49,6	-1,0	-54,8	-0,1	-54,9
Résultat net de la période	-	-	-	38,4	-	38,4	1,1	39,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	71,6	71,6	2,0	73,6
Résultat global de la période	-	-	-	38,4	71,6	110,0	3,1	113,1
AU 30/06/2018	20,5	531,5	-44,6	819,6	-65,3	1 261,7	33,7	1 295,4
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	1,8	-	1,8	0,1	1,8
Opérations sur titres autodétenus	-	-	1,8	-3,0	-	-1,2	-	-1,2
Dividendes ordinaires	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	-1,5	-	-1,5	-1,3	-2,8
Autres mouvements	-	-	-	-0,2	-0,1	-0,3	-	-0,3
Transactions avec les actionnaires	-	-	1,8	-2,4	-0,1	-0,7	-1,2	-1,9
Résultat net de la période	-	-	-	86,8	-	86,8	2,5	89,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-51,5	-51,5	-2,1	-53,6
Résultat global de la période	-	-	-	86,8	-51,5	35,3	0,4	35,6
AU 31/12/2018	20,5	531,5	-42,8	903,9	-116,9	1 296,2	32,9	1 329,2
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	3,6	-	3,6	0,1	3,7
Opérations sur titres autodétenus	-	-	6,6	-7,5	-	-0,9	-	-0,9
Dividendes ordinaires	-	-	-	-38,0	-	-38,0	-2,3	-40,3
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	1,4	-	1,4	-4,3	-2,9
Première application d'IFRS 16	-	-	-	-20,4	-	-20,4	-0,4	-20,8
Autres mouvements	-	-	-	-0,5	-0,1	-0,6	-0,6	-1,2
Transactions avec les actionnaires	-	-	6,6	-61,4	-0,1	-54,8	-7,6	-62,4
Résultat net de la période	-	-	-	60,9	-	60,9	5,9	66,8
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-38,8	-38,8	-2,0	-40,8
Résultat global de la période	-	-	-	60,9	-38,8	22,1	3,9	26,0
AU 30/06/2019	20,5	531,5	-36,3	903,5	-155,7	1 263,5	29,2	1 292,7

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)		66,8	39,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions		101,2	36,3
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		- 2,6	- 0,7
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5.4	3,7	18,1
Plus et moins-values de cession		- 1,9	0,1
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	10.1	2,0	- 1,3
Coût de l'endettement financier net (y compris liés aux dettes sur biens pris en location)	12.1.1	8,9	3,7
Charge d'impôt	6	34,4	34,9
Flux de trésorerie généré par l'activité avant variations des besoins en fonds de roulement (A)		212,5	130,6
Impôt versé (B)		- 34,3	- 34,9
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) lié à l'activité (C)		- 112,2	- 169,4
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)		66,0	- 73,8
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13.1	- 20,6	- 25,7
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	0,1
Variation des droits d'utilisation des biens pris en location		- 24,7	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		- 0,2	- 1,5
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		0,1	-
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie		2,0	- 15,4
Encaissements / (Décaissements) liés aux prêts et avances consentis		- 1,0	- 0,8
Intérêts financiers nets reçus		0,1	0,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)		- 44,2	- 43,3
Rachats et reventes d'actions propres		- 3,4	- 18,3
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		- 2,3	-
Encaissements/(Décaissements) liés aux emprunts	13.2	95,9	109,0
Variation des dettes sur biens pris en location	13.2	- 22,1	-
Intérêts financiers nets versés (y compris liés aux dettes sur biens pris en location)		- 4,7	0,3
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	13.1	- 11,7	- 11,2
Autres flux liés aux opérations de financement		- 0,1	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)		51,6	79,7
Incidence des variations des cours des devises (G)		0,5	- 2,0
VARIATION DE TRÉSORERIE NETTE (D + E + F + G)		73,9	- 39,3
Trésorerie d'ouverture		159,8	155,9
Trésorerie de clôture		233,7	116,7

Notes aux états financiers consolidés résumés

NOTE 1	RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	18	NOTE 9	CONTRATS DE LOCATION	27
1.1.	Base de préparation	18	9.1.	Droits d'utilisation par catégorie de biens pris en location	27
1.2.	Application de nouvelles normes et interprétations	18	9.2.	Analyse de maturité des dettes sur biens pris en location	28
1.3.	Estimations et jugements comptables déterminants	19			
NOTE 2	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	20	NOTE 10	TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	28
			10.1.	Résultat net des entreprises associées	28
			10.2.	Valeur au bilan des entreprises associées	28
NOTE 3	INFORMATION SECTORIELLE	20	NOTE 11	PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	29
3.1.	Résultats sectoriels	20	11.1.	Provisions courantes et non courantes	29
3.2.	Ventilation par pays du chiffre d'affaires	21	11.2.	Passifs éventuels	29
NOTE 4	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	22	NOTE 12	FINANCEMENT ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	30
4.1.	Chiffre d'affaires	22	12.1.	Charges et produits financiers	30
4.2.	Autres produits et charges opérationnels non courants	22	12.2.	Emprunts et dettes financières – Endettement net	30
			12.3.	Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change	31
NOTE 5	AVANTAGES AU PERSONNEL	23	NOTE 13	FLUX DE TRÉSORERIE	32
5.1.	Charges de personnel	23	13.1.	Variation de l'endettement financier net	32
5.2.	Effectifs	23	13.2.	Autres flux de trésorerie du tableau des flux de trésorerie consolidés	33
5.3.	Engagements de retraite et assimilés	23			
5.4.	Charges liées aux stock-options et assimilées	24	NOTE 14	CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	34
NOTE 6	CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	25	14.1.	Capitaux propres	34
NOTE 7	ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	25	14.2.	Résultats par action	34
7.1.	Autres actifs financiers non courants	25	NOTE 15	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	34
7.2.	Clients et comptes rattachés	25			
7.3.	Autres actifs courants	25	NOTE 16	ENGAGEMENTS HORS BILAN	35
7.4.	Autres dettes non courantes	26			
NOTE 8	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	26	NOTE 17	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	35
8.1.	Écarts d'acquisition	26			
8.2.	Immobilisations incorporelles et corporelles	26			

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au 30 juin 2019 du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 25 juillet 2019.

1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2019 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS, publiée par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptée dans l'Union européenne et disponible sur le site Internet : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm.

Les principes comptables des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux adoptés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 et décrits dans le document de référence 2018, déposé le 12 avril 2019 auprès de l'AMF sous le n° D.19-0319, disponible sur le site Internet <https://www.soprasteria.com>, au chapitre 4 note 1 à l'exception des nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 présentées en note 1.2.

1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 sont les suivantes :

- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat ».

Les mises en œuvre de ces évolutions sont respectivement décrites aux paragraphes 1.2.1. et 1.2.2.

1.2.1. Impacts de la première application d'IFRS 16 « Contrats de location »

IFRS 16 « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations liées. Elle entre en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Elle prévoit un principe unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs avec la reconnaissance d'un actif immobilisé et d'une dette de location pour la plupart des contrats et non plus uniquement pour les contrats de location-financement.

Le Groupe a mis en œuvre un projet comprenant une première phase de collecte de toutes les informations pouvant être requises par la nouvelle norme et de simulation des impacts des différentes options qu'elle offre. Il s'est poursuivi par une deuxième phase, plus opérationnelle, de déploiement et de mise en œuvre des changements pour être capable d'appliquer la règle au 1^{er} janvier 2019.

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme à tous ses contrats de location identifiés comme tels selon IAS 17 de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de sa première application au 1^{er} janvier 2019 en capitaux propres dans les réserves consolidées. Il a reconnu à cette date, au passif du bilan, une dette sur biens pris en location pour chaque contrat qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers restants à effectuer déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur au 1^{er} janvier 2019 sur la base de la durée initiale des contrats. En contrepartie, le Groupe a comptabilisé à l'actif un droit d'utilisation dont la valeur correspond au montant de la dette de location ajustée des loyers payés d'avance, des avantages reçus du bailleur et des coûts directs initiaux immédiatement avant la date de première application.

Conformément au choix de cette méthode de transition, le Groupe n'a procédé à aucun retraitement des états financiers antérieurs présentés en comparaison de ceux arrêtés au 30 juin 2019.

Le Groupe a appliqué des durées de location correspondant à la période non résiliable de chaque contrat et en évaluant systématiquement le caractère raisonnablement certain des facultés d'exercice des options de résiliation anticipée ou de renouvellement prévues contractuellement.

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'utiliser les exemptions prévues par la norme et de ne pas appliquer aux contrats concernés les principes de comptabilisation décrits ci-dessus, à savoir : les contrats de location de courte durée (inférieurs ou égaux à 12 mois), ceux relatifs à des biens de faible valeur. Il a aussi choisi de ne pas appliquer la mesure de simplification qui permet de ne pas séparer la composante locative de celles non locatives pour une catégorie de biens sous-jacents. Les principes comptables applicables aux contrats de location sont détaillés en note 9.1.

Dans le cadre de la transition, le Groupe a choisi de ne pas exclure de la nouvelle règle les contrats dont le terme intervient dans les 12 mois suivant la date de première application et de reclasser, à la date de première application, les valeurs comptables des actifs immobilisés et des dettes de location-financement des contrats antérieurement identifiés comme des contrats de location-financement sous IAS 17 en, respectivement, droits d'utilisation des biens pris en location et dettes sur biens pris en location.

Les actifs et les passifs identifiés au titre de la première application d'IFRS 16 ont donné lieu à la reconnaissance respectivement de passifs et d'actifs d'impôts différés à la date de transition.

Au 1^{er} janvier 2019, l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » se traduit donc par la comptabilisation de droits d'utilisation des biens pris en location à l'actif du bilan, de dettes de location au passif, la différence étant inscrite dans les capitaux propres et son impact se décompose de la façon suivante :

Actif (en millions d'euros)	01/01/2019
Immobilisations corporelles	- 17,9
Droits d'utilisation des biens pris en location	304,2
Impôts différés	6,9
Actif non courant	293,3
Autres actifs courants	- 5,6
Actif courant	- 5,6
TOTAL DE L'ACTIF	287,7

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	01/01/2019
Réserves consolidées et autres réserves	- 20,4
Capitaux propres - part du Groupe	- 20,4
Intérêts ne conférant pas le contrôle	- 0,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	- 20,8
Emprunts et dettes financières - part non courante	- 8,6
Dettes sur biens pris en location part - part non courante	235,2
Impôts différés	- 0,2
Passif non courant	226,4
Emprunts et dettes financières - part courante	- 8,3
Dettes sur biens pris en location part - part courante	90,4
Passif courant	82,2
TOTAL DU PASSIF	308,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	287,7

L'écart entre le total des dettes sur biens pris en location et les engagements hors-bilan de location simple déclarés au 31 décembre 2018 s'explique de la façon suivante :

(en millions d'euros)

Engagements de location au 31/12/2018 tels que présentés dans les États financiers consolidés	364,9
Effet de l'actualisation selon les taux au 1 ^{er} janvier 2019	- 36,3
Effets des exemptions et modalités de première application	- 3,0
DETTES SUR BIENS PRIS EN LOCATION RECONNUES AU 1^{ER} JANVIER 2019	325,6

L'application d'IFRS 16 « Contrats de location » a un impact marginalement positif sur le résultat opérationnel d'activité qui résulte du remplacement des charges de location par celles liées à l'amortissement des droits d'utilisation des biens pris en location légèrement inférieures. L'EBITDA, agrégat participant à l'analyse de la Variation de l'endettement financier net, est lui significativement modifié du fait du retraitement des charges de loyers. Les autres charges financières sont elles aussi modifiées car elles comprennent désormais les charges d'intérêts nettes sur dettes des biens pris en location.

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'exclure de son Endettement financier net les dettes sur biens pris en location ce qui a pour effet de rendre comparable le Flux net de trésorerie disponible déterminé dans la Variation de l'endettement financier net avec celui des exercices antérieurs.

Enfin, les covenants financiers décrits en note 12.2 ne seront pas impactés par l'application d'IFRS 16 « Contrats de location », ceux-ci étant calculés à méthode constante.

1.2.2. Impacts de la première application d'IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat »

Le Groupe applique les dispositions de cette nouvelle interprétation au 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des états financiers des périodes antérieures présentés en comparaison. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes d'impôt sur les sociétés de la part des provisions pour risques fiscaux relatives à l'impôt courant. Ce reclassement s'élève à 4,7 M€ au 1^{er} janvier 2019.

1.3. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers intermédiaires implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application de ses méthodes comptables.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition (cf. note 8) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (cf. note 5.3) ;
- la reconnaissance du revenu (cf. note 4.1) ;
- les durées de location et les valorisations des actifs et passifs des biens pris en location (cf. note 9) ;
- la valorisation d'actifs d'impôts différés ;
- les dettes sur détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (cf. note 14.1.4) ;
- les provisions pour risques (cf. note 11.1).

NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

- **Apak** – Le 18 octobre 2018, Sopra Steria a acquis, via sa filiale Sopra Banking Software, 100 % du capital de Apak, éditeur de solutions de crédits spécialisés pour le financement automobile et d'actifs.
Les activités d'Apak sont consolidées dans les comptes de Sopra Steria à compter du 18 octobre 2018. L'identification des actifs acquis et des passifs assumés n'est encore que provisoire mais aucun ajustement n'a été effectué par rapport à la situation présentée au 31 décembre 2018. Seul un complément de prix de 2,7 M€ comptabilisé au cours du premier semestre a eu pour effet d'augmenter de la même valeur l'écart d'acquisition.
Le délai d'affectation court jusqu'au 17 octobre 2019.
- **Sopra Steria Recruitment Ltd** - Le 28 juin 2019, le Groupe a réalisé la cession de 100 % de sa filiale dédiée à son activité de recrutement au Royaume-Uni à Resource Solutions Group. Cette opération a généré un résultat de cession net de frais non significatif très légèrement positif. Il est inclus en *Autres produits et charges opérationnels non courants* (cf. note 4.2) affecté au secteur opérationnel Royaume-Uni.
- **Autres** – Les actifs acquis et les passifs assumés des sociétés it-economics, BLUECARAT et O.R. System acquises en 2018 n'ont pas donné lieu à ajustement par rapport à ceux présentés au 31 décembre 2018. Les délais d'affectation sont désormais clos.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

3.1. Résultats sectoriels

a. France

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	914,9		849,1	
Résultat opérationnel d'activité	85,2	9,3 %	76,0	9,0 %
Résultat opérationnel courant	81,7	8,9 %	60,5	7,1 %
Résultat opérationnel	76,1	8,3 %	56,1	6,6 %

b. Royaume-Uni

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	429,6		382,8	
Résultat opérationnel d'activité	26,4	6,1 %	17,1	4,5 %
Résultat opérationnel courant	20,4	4,7 %	10,5	2,7 %
Résultat opérationnel	19,8	4,6 %	2,2	0,6 %

c. Autre Europe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	534,9		475,5	
Résultat opérationnel d'activité	34,5	6,5 %	32,9	6,9 %
Résultat opérationnel courant	32,7	6,1 %	28,9	6,1 %
Résultat opérationnel	28,6	5,4 %	25,1	5,3 %

d. Sopra Banking Software

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	204,0		187,4	
Résultat opérationnel d'activité	- 9,5	- 4,7 %	- 8,4	- 4,5 %
Résultat opérationnel courant	- 15,6	- 7,6 %	- 14,6	- 7,8 %
Résultat opérationnel	- 21,2	- 10,4 %	- 16,2	- 8,6 %

e. Autres Solutions

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	123,6		119,2	
Résultat opérationnel d'activité	14,5	11,7 %	15,1	12,7 %
Résultat opérationnel courant	13,9	11,2 %	13,9	11,7 %
Résultat opérationnel	11,9	9,6 %	12,8	10,8 %

f. Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
Chiffre d'affaires	2 207,1		2 014,0	
Résultat opérationnel d'activité	151,0	6,8 %	132,8	6,6 %
Résultat opérationnel courant	133,1	6,0 %	99,2	4,9 %
Résultat opérationnel	115,3	5,2 %	80,0	4,0 %

3.2. Ventilation par pays du chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Étranger	Total
1 ^{er} semestre 2018	1 017,4	996,7	2 014,0
1^{er} semestre 2019	1 071,5	1 135,6	2 207,1

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

4.1. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2018	
France	914,9	41,5 %	849,1	42,2 %
Royaume-Uni	429,6	19,5 %	382,8	19,0 %
Autre Europe	534,9	24,2 %	475,5	23,6 %
Sopra Banking Software	204,0	9,2 %	187,4	9,3 %
Autres Solutions	123,6	5,6 %	119,2	5,9 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 207,1	100,0 %	2 014,0	100,0 %

Le chiffre d'affaires est constitué pour l'essentiel de prestations dont le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement.

4.2. Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Frais liés aux regroupements d'entreprises (honoraires, commissions...)	- 2,3	- 0,4
Coûts nets de restructuration et de réorganisation	- 14,3	- 18,0
■ <i>dont intégration et réorganisation des activités</i>	- 1,2	- 1,5
■ <i>dont coût des départs</i>	- 13,1	- 16,5
Autres charges opérationnelles	- 1,2	- 0,7
Total des autres charges opérationnelles	- 17,8	- 19,1
Autres produits opérationnels	-	-
Total des autres produits opérationnels	-	-
TOTAL	- 17,8	- 19,1

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a procédé à des restructurations et des réorganisations principalement en France, dans ses activités de Conseil et d'Intégration de Systèmes et chez Sopra Banking Software, mais aussi en Espagne et en Allemagne.

NOTE 5 AVANTAGES AU PERSONNEL

5.1. Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Salaires et traitements	- 1 008,8	- 935,0
Charges sociales	- 310,8	- 293,2
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et assimilés	- 18,8	- 7,4
TOTAL	- 1 338,5	- 1 235,6

5.2. Effectifs

Effectifs fin de période	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
France	19 343	19 056
International	25 616	23 723
TOTAL	44 959	42 779

5.3. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraite et assimilés se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Avantages postérieurs à l'emploi à l'actif	- 2,0	- 2,0
Avantages postérieurs à l'emploi au passif	365,9	310,3
Avantages postérieurs à l'emploi nets	364,0	308,3
Autres avantages à long terme	7,4	7,2
TOTAL	371,3	315,5

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent principalement les engagements du Groupe vis-à-vis de ses employés au titre des indemnités de fin de carrière en France, des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni et en Allemagne. Marginalement, ils comprennent aussi des indemnités de départ en Inde et dans certains pays africains et un régime à prestations définies en Belgique.

Le passif net représenté par les engagements de retraite et avantages assimilés est calculé à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

L'évolution des passifs nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours du premier semestre 2019 est présentée ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Fonds de pension à prestations définies Royaume-Uni	Indemnités de fin de carrière France	Fonds de pension à prestations définies Allemagne	Autres	Total
Passif net au 31 décembre 2018	147,5	115,3	41,3	4,2	308,3
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	4,0	5,3	0,4	0,5	10,1
■ <i>dont dotations opérationnelles liées au coût des services rendus</i>	2,0	4,3	0,1	0,4	6,7
■ <i>dont charges nettes d'intérêts</i>	2,0	1,1	0,3	-	3,4
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	43,4	14,1	4,2	0,6	62,2
■ <i>dont rendement des actifs du régime</i>	- 158,8	-	-	-	- 158,8
■ <i>dont écarts d'expérience</i>	1,7	- 0,2	-	0,1	1,6
■ <i>dont effet des changements dans les hypothèses financières</i>	200,4	14,3	4,2	0,5	219,4
Cotisations	- 13,7	- 1,0	- 0,7	- 0,3	- 15,6
■ <i>dont cotisations de l'employeur</i>	- 13,7	- 1,0	- 0,7	- 0,3	- 15,6
■ <i>dont cotisations du participant au régime</i>	-	-	-	-	-
Différences de change	- 1,2	-	-	-	- 1,2
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	0,1
PASSIF NET AU 30 JUIN 2019	180,0	133,8	45,2	5,0	364,0

Les hypothèses actuarielles utilisées au 30 juin 2019 pour valoriser ces passifs sont les suivantes :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,28 %	0,85 % à 1,06 %	0,85 % à 1,66 %	0,80 % à 7,09 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,12 %	2 % à 2,5 %	2 % à 2,5 %	3 % à 9 %

Au 31 décembre 2018, elles étaient de :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,89 %	1,66 % à 1,89 %	1,24 % à 1,66 %	0,80 % à 7,09 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,15 %	2 % à 2,5 %	2 % à 2,50 %	3 % à 9 %

5.4. Charges liées aux stock-options et assimilées

5.4.1. Plan d'attribution d'actions gratuites

Aucun nouveau plan d'actions gratuites n'a été mis en place en complément de ceux décidés les 24 juin 2016, 24 février 2017 et 16 février 2018 et décrits en note 5.4.1. chapitre 4. Comptes consolidés du Rapport financier annuel 2018.

Les charges liées aux plans d'attribution gratuite d'actions de performance s'élèvent à 3,6 M€ au cours du 1^{er} semestre 2019.

5.4.2. Plan d'actionnariat salarié

Aucun programme d'actionnariat salarié n'a été lancé au cours du 1^{er} semestre 2019. Pour mémoire, les charges de celui mis en œuvre au cours du 1^{er} semestre 2018 s'élevaient à 17,1 M€, dont 13,9 M€ au titre d'IFRS 2 comptabilisés en résultat opérationnel courant.

NOTE 6 CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Impôts courants	- 33,8	- 35,3
Impôts différés	- 0,6	0,4
TOTAL	- 34,4	- 34,9

Sur le premier semestre 2019, le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 33,4 %, à comparer à un taux effectif de 47,8 % reconnu au cours du premier semestre 2018.

NOTE 7 ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Ces éléments comprennent les autres actifs financiers non courants, les clients et comptes rattachés, les autres actifs courants, les autres dettes non courantes et les fournisseurs et autres dettes courantes.

7.1. Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Titres non consolidés	14,6	12,2
Autres prêts et créances	27,9	22,2
Instruments dérivés	5,7	4,5
TOTAL	48,2	38,9

Les titres non consolidés sont essentiellement constitués des titres CS Communication & Systèmes (12,3 M€ au 30 juin 2019).

7.2. Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Créances clients - valeur brute	636,6	724,0
Dépréciation des créances clients	- 18,1	- 17,3
Créances clients - valeur nette	618,5	706,6
Actifs sur contrats clients	542,6	384,3
TOTAL	1 161,1	1 091,0

Au 30 juin 2019, le Groupe a cédé avec recours 39,8 M€ de créances commerciales. Celles-ci n'ont pas été décomptabilisées du bilan.

7.3. Autres actifs courants

Au cours du premier semestre, le Groupe a procédé à la cession du reliquat de ses créances de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) 2018 pour 0,8 M€ et à leur décomptabilisation du bilan.

7.4. Autres dettes non courantes

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Options de vente accordées	67,9	65,2
Autres dettes - part à plus d'un an	32,0	32,6
Instruments financiers dérivés	1,9	2,2
TOTAL	101,7	99,9

Au Royaume-Uni, le droit de vente accordé par le Groupe au Cabinet Office sur les actions que ce dernier détient dans la joint-venture SSCL, exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, représente une dette non courante de 60,3 M€ au 30 juin 2019.

Le Groupe s'est aussi engagé irrévocablement à acquérir auprès des actionnaires minoritaires de Tecfit, société holding de Galitt, société acquise au cours du second semestre 2017, leurs titres par une promesse d'achat. La dette non courante associée s'élève à 7,6 M€ au 30 juin 2019.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

8.1. Écarts d'acquisition

8.1.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours du premier semestre 2019 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2018	1 787,6	79,1	1 708,5
Acquisitions			
Ajustements sur regroupements d'entreprises	2,7	-	2,7
Sortie de périmètre	- 1,3	-	- 1,3
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	0,4	- 0,1	0,5
30 JUIN 2019	1 789,3	79,0	1 710,3

Les ajustements sur regroupements d'entreprises sont décrits en note 2. Périmètre de consolidation.

8.1.2. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Les valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition se répartissent par UGT de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
France	498,7	498,7
Royaume-Uni	567,7	570,3
Autre Europe ⁽¹⁾	328,9	326,9
Sopra Banking Software	302,5	300,1
Sopra HR Software	12,5	12,5
TOTAL	1 710,3	1 708,5

(1) Autre Europe est le regroupement des UGT suivantes testées séparément : Allemagne, Scandinavie, Espagne, Italie, Suisse, Belgique et Luxembourg.

8.1.3. Tests de dépréciation

Le Groupe réalise des tests de valeur annuellement ou lorsque des indicateurs de perte de valeur se manifestent.

Au 30 juin 2019, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Le Groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

8.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Aucune variation significative des immobilisations incorporelles et corporelles en dehors de l'activité courante n'est intervenue au cours du premier semestre 2019.

NOTE 9 CONTRATS DE LOCATION

9.1. Droits d'utilisation par catégorie de biens pris en location

(en millions d'euros)	Locaux loués	Véhicules loués	Matériels informatiques loués	Autres biens corporels loués	Total
VALEUR BRUTE					
31 décembre 2018	-	-	-	-	-
Première application d'IFRS 16	515,6	42,0	39,0	6,3	602,9
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Acquisitions	17,9	2,9	7,0	-	27,8
Cessions - mises au rebut	-8,3	-4,3	-4,7	-0,2	-17,4
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	0,8	-	-	-	0,8
30 JUIN 2019	526,1	40,6	41,2	6,2	614,1
AMORTISSEMENTS					
31 décembre 2018	-	-	-	-	-
Première application d'IFRS 16	253,3	19,9	21,8	3,7	298,7
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations	33,8	5,8	4,8	1,0	45,4
Cessions - mises au rebut	-5,2	-4,2	-4,7	-0,2	-14,3
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	0,2	-	-	-	0,2
30 JUIN 2019	282,2	21,4	21,9	4,5	330,0
VALEUR NETTE					
31 décembre 2018	-	-	-	-	-
30 JUIN 2019	243,9	19,2	19,4	1,7	284,1

Contrats de location

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan à la date de début du contrat de location correspondant à la date à laquelle le bailleur met à disposition du preneur le bien sous-jacent et donnent lieu à la reconnaissance à l'actif du bilan de *Droits d'utilisation des biens pris en location* et au passif de *Dettes sur biens pris en location*. La valeur de ces dernières correspond à la valeur des paiements minimaux futurs actualisée sur la durée du contrat de location à l'aide d'un taux qui est soit le taux implicite du contrat de location, soit à défaut le taux d'endettement marginal de l'entité qui prend le bien en location. La durée du contrat tient compte des parties fermes mais aussi du caractère raisonnablement certain des options de renouvellement ou de résiliation. À la date de début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur biens pris en location éventuellement corrigée des coûts directs initiaux de mise en place du contrat, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts que le preneur devra engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent.

Les paiements minimaux futurs tiennent compte des loyers fixes, des paiements variables liés à un index ou à un taux, des garanties de valeur résiduelle, du prix d'exercice d'une option d'achat et de pénalités de résiliation ou de non-renouvellement dès lors que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer ou de ne pas exercer

ces options. Certaines de ces valeurs peuvent évoluer au cours du contrat, les dettes de location et les droits d'utilisation des biens pris en location faisant alors l'objet d'une revalorisation à la hausse ou à la baisse. Ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans le contrat de location qui restent comptabilisées en charges.

Au bilan, les *Dettes sur biens pris en location* sont distinguées en parts non courante et courante. Les *Droits d'utilisation des biens pris en location* sont amortis linéairement sur la durée du contrat ou sur la durée d'utilité du bien sous-jacent si le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou si le preneur est raisonnablement certain d'exercer une option d'achat. Au compte de résultat, ces charges d'amortissement sont incluses dans les *Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations du résultat opérationnel d'activité*. La Charge nette d'intérêts des dettes de location est distinguée dans le poste *Autres produits et charges financiers*.

Enfin, par exception, les contrats de courte durée inférieurs ou égaux à 12 mois et ceux portant sur des actifs de faible valeur dont la valeur individuelle est inférieure à 5 000 US\$ sont comptabilisés directement en charges et ne sont donc pas retraités au bilan. De même sont comptabilisés en charges les loyers variables fonction de l'utilisation ou des revenus générés par l'utilisation de l'actif sous-jacent.

9.2. Analyse de maturité des dettes sur biens pris en location

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Courant	Non courant	Ventilation non-courant				
				1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
DETTES FINANCIÈRES DE LOCATION	304,4	87,8	216,6	60,6	44,3	31,9	24,6	55,1

La charge d'intérêts au titre des dettes sur biens pris en location est présentée note 12.1.2. du présent document page 30.

NOTE 10 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

10.1. Résultat net des entreprises associées

(en millions d'euros)	30/06/2019	% de détention 30/06/2019	31/12/2018	% de détention 31/12/2018
Quote-part de résultat d'Axway Software	- 2,0	32,57 %	3,6	32,57 %
TOTAL	- 2,0		3,6	

10.2. Valeur au bilan des entreprises associées

La valeur au bilan des entreprises associées correspond à la seule valeur des titres Axway Software. Elle varie de la façon suivante :

I TITRES DE PARTICIPATION MIS EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Titres Axway Software		
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2018	195,1	-	195,1
Variations de périmètre	-	-	-
Opérations sur capital	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-
Résultat net	- 2,0	-	- 2,0
Écarts de conversion	0,3	-	0,3
Variation du pourcentage d'intérêts	-	-	-
Cession	-	-	-
Autres mouvements	- 0,4	-	- 0,4
30 JUIN 2019	193,0	-	193,0

Au 30 juin 2019, les titres Axway Software détenus par Sopra Steria Group représentent 32,57 % du capital comme au 31 décembre 2018. Compte tenu de la saisonnalité de l'activité d'Axway Software qui ne permet pas de préjuger de la rentabilité annuelle de la société, le Groupe n'a pas mis à jour l'estimation de la valeur d'utilité de sa

participation et procédera à son réexamen lors de la clôture des comptes annuels 2019. Par ailleurs, Axway Software a confirmé ses objectifs 2019 de croissance organique et de rentabilité opérationnelle d'activité lors de sa communication financière semestrielle du 24 juillet 2019.

NOTE 11

PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

11.1. Provisions courantes et non courantes

(en millions d'euros)	01/01/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	Écarts de conversion	30/06/2019	Part non courante	Part courante
Provisions pour litiges	4,8	-	0,9	- 1,1	- 0,3	-	-	4,2	1,0	3,2
Provisions pour garanties	0,6	-	0,2	- 0,5	-	-	-	0,4	0,3	0,1
Provisions pour pertes sur contrats	1,2	-	8,1	- 0,9	-	-	-	8,4	-	8,4
Provisions pour risques fiscaux	44,2	-	-	-	-	- 4,7	-	39,5	39,5	-
Provisions pour restructuration	7,0	-	1,8	- 3,5	-	-	-	5,4	0,2	5,2
Provisions pour charges de remise en état des locaux	-	-	0,1	-	- 0,1	5,3	- 0,1	5,1	4,6	0,5
Autres provisions pour risques	23,6	-	1,7	- 1,0	- 3,3	- 5,0	0,2	16,2	9,0	7,2
TOTAL	81,5	-	12,8	- 6,9	- 3,7	- 4,5	0,1	79,3	54,6	24,7

Les provisions pour litiges couvrent principalement des litiges prud'homaux et des indemnités de départ de collaborateurs (3,6 M€ au 30 juin 2019 contre 4,1 M€ au 31 décembre 2018).

Les provisions pour risques fiscaux concernent les risques relatifs au crédit impôt recherche en France.

Les provisions pour restructuration correspondent aux coûts de mesures ponctuelles de restructuration prises en Allemagne (2,9 M€) et à des coûts d'intégration Sopra Steria principalement liés aux locaux (2,4 M€ en France).

Les autres provisions pour risques couvrent essentiellement des risques clients et projets pour 5,2 M€ (dont 2,6 M€ au Royaume-Uni et 1,7 M€ en Allemagne), des risques contractuels (2,8 M€) et des risques sociaux (4,0 M€).

11.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels décrits à la note 10.2 du document de référence 2018 n'ont pas évolué significativement au cours du premier semestre 2019.

12.1. Charges et produits financiers

12.1.1. Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Produits d'intérêts	2,5	2,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2,5	2,6
Charges d'intérêts	- 6,3	- 5,7
Résultat des couvertures sur endettement financier brut	- 0,6	- 0,7
Coût de l'endettement financier brut	- 6,8	- 6,3
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 4,4	- 3,7

Le taux moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 1,62 % au cours du premier semestre 2019, contre 1,61 % au cours du premier semestre 2018.

12.1.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Gains et pertes de changes	0,6	- 0,6
Autres produits financiers	0,6	0,6
Charges d'intérêts nettes sur obligations de retraite	- 3,4	- 3,8
Charges d'intérêts nettes des dettes sur biens pris en location	- 4,5	-
Charges de désactualisation des passifs non courants	- 0,5	- 0,5
Variation de valeur des instruments financiers dérivés	-	1,9
Plus ou moins value sur actifs financiers cédés	-	-
Autres charges financières	- 0,5	- 1,0
Total des autres charges financières	- 8,9	- 3,3
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	- 7,7	- 3,2

12.2. Emprunts et dettes financières – Endettement net

(en millions d'euros)	Courant	Non courant	30/06/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires	187,4	-	187,4	185,0
Emprunts bancaires	23,9	218,7	242,5	242,3
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	16,9
Autres dettes financières diverses	381,7	46,4	428,1	336,5
Concours bancaires courants	2,1	-	2,1	10,5
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	595,1	265,0	860,2	791,2
Valeurs mobilières de placement	- 43,5	-	- 43,5	- 50,3
Disponibilités	- 192,3	-	- 192,3	- 120,0
ENDETTEMENT FINANCIER NET	359,3	265,0	624,4	620,9

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement et autres placements sont constitués de placements monétaires à court terme et de dépôts à court terme. Ces placements sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les entités en Inde contribuent à la trésorerie nette à hauteur de 46,7 M€. En cas de rapatriement sous forme de dividendes de cette trésorerie, une retenue à la source devra être appliquée laquelle a été provisionnée.

Emprunts et dettes financières

Le Groupe dispose :

- de lignes de financement bancaires s'élevant à un équivalent euro de 1 225 M€ comprenant un crédit syndiqué, une ligne bilatérale non tirée de 50 M€, un emprunt de 60 M€ non amortissable à échéance janvier 2021 rémunéré à taux fixe et des lignes de découvert. Ces lignes de financement bancaires sont utilisées à hauteur de 9 % au 30 juin 2019. Hormis l'emprunt de 60 M€, ces lignes sont à taux variables et font l'objet de couverture du risque de taux d'intérêts ;
- de l'emprunt obligataire de 180 M€, utilisé intégralement et rémunéré à taux fixe. Il a été intégralement remboursé en date du 12 juillet 2019 ;
- d'un programme de NEU CP d'un montant maximum de 700 M€ utilisé à hauteur de 261 M€ et rémunéré sur la base des taux variables et d'une marge lors de chaque émission ;
- d'un programme de NEU MTN d'un montant maximum de 300 M€ utilisé à hauteur de 99 M€ et rémunéré sur la base de taux fixes ou de taux variables et d'une marge lors de chaque émission. Les échéances des NEU MTN émis vont de deux à quatre ans.

Le crédit syndiqué et l'emprunt obligataire sont soumis à des conditions contractuelles, notamment l'engagement de respecter des covenants financiers.

Deux ratios financiers, calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés publiés, sur une base glissante de 12 mois, sont à respecter :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*), qui calcule le rapport dette financière nette/EBITDA *pro forma* ;
- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBITDA *pro forma*/coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio ne doit pas dépasser 3,0 à chaque date de calcul et le second ne doit pas être inférieur à 5,0 à chaque date de calcul.

La dette financière nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes), corrigé des effets de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'EBITDA *pro forma* est le résultat opérationnel d'activité (ROA) consolidé hors dotations aux amortissements et provisions incluses dans le résultat opérationnel d'activité et corrigé des effets de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » afin de maintenir son calcul à méthode constante. Il est établi sur une base glissante de 12 mois et donc retraité de façon à l'exprimer sur la base d'un périmètre constant sur 12 mois.

Le coût de l'endettement financier net est également déterminé sur une base de douze mois glissants. Il ne comprend pas la charge nette d'intérêts des dettes sur biens pris en location.

Au 30 juin 2019, ces covenants financiers sont respectés.

12.3. Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change

12.3.1. Gestion du risque de taux

Le Groupe se prémunit également contre les fluctuations de taux d'intérêts en swappant à taux fixe une partie de la dette financière variable.

Au 30 juin 2019, le Groupe a souscrit à plusieurs contrats d'échange de conditions d'intérêts. Le montant du notionnel de ces contrats est de 400 M€ et leur juste valeur est de - 1,9 M€.

Le nominal des instruments dérivés de taux qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*) s'élève à 350 M€. Le nominal des instruments dérivés de taux non éligibles à la comptabilité de couverture s'élève à 50 M€.

Le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux d'intérêt s'élève à 583 M€.

Les contrats de couverture de taux existant au 30 juin 2019 permettent de réduire cette exposition.

12.3.2. Gestion du risque de change

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques, le Groupe a pour pratique de systématiquement couvrir le risque de change transactionnel présentant un caractère significatif à l'échelle du Groupe.

Une gestion centralisée du risque de change transactionnel a été mise en place avec les principales entités du Groupe (en dehors de l'Inde). Sopra Steria Group intervient comme entité centralisatrice, accorde des garanties de change aux filiales et après *netting* des expositions internes couvre l'exposition résiduelle en utilisant des instruments dérivés.

La couverture du risque de change concerne essentiellement les expositions transactionnelles en lien avec les plates-formes de production du Groupe en Inde, en Pologne et en Tunisie et certains contrats commerciaux libellés en dollar américain. Ces couvertures portant conjointement sur des éléments facturés et des flux de trésorerie futurs, la variation de juste valeur correspondante est enregistrée en compte de résultat pour la partie facturée et en capitaux propres pour les flux de trésorerie futurs.

Au 30 juin 2019, la juste valeur de ces contrats s'élève à 12,6 M€ pour un montant notionnel total de 160 M€.

NOTE 13 FLUX DE TRÉSORERIE

13.1. Variation de l'endettement financier net

Le Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle est mesuré à partir du résultat opérationnel d'activité corrigé des dotations aux amortissements et provisions qu'il comprend, ce qui permet d'obtenir l'EBITDA, et d'autres éléments sans effet de trésorerie, ajusté des impôts décaissés, des coûts de restructuration et d'intégration décaissés et de la variation du besoin en fonds de roulement. Il se distingue du Flux net de trésorerie généré par l'activité du Tableau des flux de trésorerie consolidés compris dans les états financiers en page 16 car il ne comprend pas l'effet sur la trésorerie des *Autres produits et charges financiers* (cf. note 12.1.2.) contrairement au second.

Le Flux net de trésorerie disponible (*Free Cash Flow*) se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité corrigé des effets des investissements (nets des cessions) en immobilisations incorporelles et corporelles réalisés au cours de la période, des variations des droits d'utilisation des biens pris en location et des dettes sur biens pris en location, des charges et produits financiers décaissables ou encaissables et des contributions additionnelles versées pour faire face aux déficits de certains plans d'engagement de retraites à prestations définies.

Corrigé des flux de trésorerie liés à des opérations de financement, à l'incidence des variations de change sur l'endettement net et des effets des changements des méthodes comptables, il permet d'expliquer la variation de l'endettement financier net.

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Résultat opérationnel d'activité	151,0	132,8
Amortissements et provisions (hors actifs incorporels affectés)	81,5	22,9
EBITDA	232,5	155,7
Éléments non cash	-3,7	-2,7
Impôts versés	-34,3	-34,9
Dépréciations sur actifs circulants	-0,9	-0,8
Variation du BFR opérationnel	-112,2	-169,4
Coûts de réorganisation et restructurations	-16,7	-20,7
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	64,8	-72,8
Décaissements liés aux investissements en actifs corporels et incorporels	-20,6	-25,7
Encaissements liés aux cessions d'actifs corporels et incorporels	-	0,1
Variations liées aux opérations d'investissement en biens corporels et incorporels	-20,6	-25,7
Variations des actifs et passifs liés aux biens pris en location	-46,8	-
Intérêts financiers nets	-7,5	-4,6
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	-11,7	-11,2
Flux net de trésorerie disponible	-21,8	-114,3
Incidence de variations de périmètre	7,3	-15,7
Incidence des décaissements sur immobilisations financières	-1,9	-2,7
Incidence des encaissements sur immobilisations financières	0,8	0,3
Dividendes versés	-2,3	-
Rachats et reventes d'actions propres	-3,4	-18,3
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-	-
Flux net de trésorerie	-21,1	-150,6
Incidence des variations de change	0,8	-1,6
Incidence des changements de méthodes comptables (IFRS 16)	16,9	-
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-3,4	-152,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie - ouverture	159,8	155,9
Emprunts et dettes financières (part non courante) - ouverture	-338,3	-398,9
Emprunts et dettes financières (part courante) - ouverture	-442,4	-267,1
Endettement financier net à l'ouverture	-620,9	-510,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie - clôture	233,7	116,7
Emprunts et dettes financières (part non courante) - clôture	-265,0	-526,8
Emprunts et dettes financières (part courante) - clôture	-592,9	-252,3
Endettement financier net à la clôture	-624,3	-662,4
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-3,4	-152,3

Le flux net de trésorerie disponible du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif en raison de la saisonnalité habituellement constatée, s'établit à -21,8 M€ comparé à -114,3 M€ au premier semestre 2018 qui comprenait l'effet défavorable de -37,0 M€ de la cession de créances commerciales en France réalisées en décembre 2017 sans recours (cession déconsolidante). Cette amélioration provient principalement d'une génération plus forte d'EBITDA hors effet positif de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » et d'une meilleure gestion de la consommation du besoin en fonds de roulement.

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont marqués par des décaissements liés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles pour 20,6 M€ et par la variation nette des droits d'utilisation des biens pris en location

(incluse dans les variations des actifs et passifs liés aux biens pris en location) pour -24,7 M€ qui comprend principalement les effets des nouveaux biens pris en location.

Enfin, le flux net de trésorerie disponible comprend aussi les contributions additionnelles versées au titre de la réduction des déficits des régimes d'engagements postérieurs à l'emploi à prestations définies pour 11,7 M€ au Royaume-Uni.

Par ailleurs, la dette financière nette varie positivement du fait des variations de périmètre qui comprennent au 30 juin 2019 l'effet de la cession de Sopra Steria Recruitment Ltd (cf. note 2) pour 8,9 M€ diminué du complément de prix de 1,6 M€ versé pour Apak (cf. note 2).

13.2. Autres flux de trésorerie du tableau des flux de trésorerie consolidés

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement comprennent, outre les encaissements et décaissements liés aux emprunts et dettes financières, l'impact net de -22,1 M€ des

remboursements des dettes sur biens pris en location correspondant aux versements des loyers et des nouveaux contrats de location signés au cours du 1^{er} semestre 2019.

NOTE 14

CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

14.1. Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 15.

14.1.1. Évolution du capital social

Le capital social de Sopra Steria Group s'élève au 30 juin 2019 à 20 547 701 €. Il est composé de 20 547 701 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

14.1.2. Opération sur titres autodétenus

Au 30 juin 2019, la valeur des actions propres portée en diminution des capitaux propres consolidés s'élève à 36,3 M€ et est constituée de 314 840 actions, dont 282 015 détenues par des trusts anglais inclus dans le périmètre de consolidation, de 24 475 acquises au titre du programme de rachat d'actions permettant de servir les paiements fondés en actions, et de 8 350 actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

14.1.3. Dividendes

L'Assemblée générale de Sopra Steria Group réunie le 12 juin 2019 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 38,0 M€ au titre de l'exercice 2018, soit 1,85 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 4 juillet 2019 pour un montant de 38,0 M€, net du dividende revenant aux titres autodétenus.

14.1.4. Intérêts ne conférant pas le contrôle

Du fait du traitement comptable du droit de vente accordé sur les titres SSCL et Tecfit (Galitt), le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan concerne pour l'essentiel la part du ministère de la Santé britannique dans l'actif net de NHS SBS, soit 29,3 M€.

Au compte de résultat, les parts des intérêts ne conférant pas le contrôle représentent respectivement 4,3 M€ et 1,4 M€ pour SSCL et NHS SBS.

14.2. Résultats par action

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net - part du Groupe (en millions d'euros) (a)	60,9	38,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (b)	20 547 701	20 547 701
Nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle (c)	326 619	389 408
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d) = (b) - (c)	20 221 082	20 158 293
Résultat de base par action (en euros) (a / d)	3,01	1,90

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net - part du Groupe (en millions d'euros) (a)	60,9	38,4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d)	20 221 082	20 158 293
Effet dilutif des instruments source d'actions ordinaires potentielles (e)	47 851	71 209
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théorique (f) = (d) + (e)	20 268 933	20 229 502
Résultat dilué par action (en euros) (a / f)	3,00	1,90

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites à la note 13.2 du chapitre 4 du document de référence 2018.

Les actions d'autocontrôle sont détaillées en note 13.1.2.

Les instruments dilutifs sont présentés en note 5.4.1.

NOTE 15

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les accords conclus avec des parties liées au groupe Sopra Steria ont été identifiés dans le document de référence Sopra Steria 2018, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 avril 2019, dans la note 14 « Transactions avec les parties liées ».

En dehors de ceux décrits dans le document de référence 2018, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées au groupe Sopra Steria au cours du premier semestre 2019.

NOTE 16

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par Sopra Steria Group et ses filiales. Ils n'ont pas varié de manière significative par rapport à ceux du 31 décembre 2018 présentés dans la

note 15 « Engagements hors bilan » du document de référence 2018, à l'exception des obligations contractuelles de location désormais présentées au bilan suite à l'application d'IFRS 16 « Contrats de location ».

NOTE 17

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

- En date du 3 juillet 2019, le Groupe via sa filiale Sopra Banking Software a pris une participation majoritaire et le contrôle du groupe SAB, un des principaux éditeurs de logiciels de Core Banking en France.
- Par ailleurs, le Groupe a procédé le 5 juillet 2019 à une émission obligataire de 250 M€ auprès d'investisseurs institutionnels de premier rang se décomposant en deux souches, l'une de 130 M€ à 7 ans assortie d'un taux fixe annuel de 1,749 %, l'autre de 120 M€ à 8 ans assortie d'un taux fixe annuel de 2,0 %. Le produit de cette émission sera partiellement utilisé pour refinancer l'emprunt obligataire émis par groupe Steria en 2013 et arrivé à échéance le 12 juillet 2019 (cf. note 12.2).

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Sopra Steria Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.2.1 et 9.1 des comptes consolidés semestriels résumés concernant la première application de la norme IFRS 16 « contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019

II - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 31 juillet 2019,
Les Commissaires aux comptes

Auditeurs & Conseils Associés – ACA Nexia
Olivier Juramie

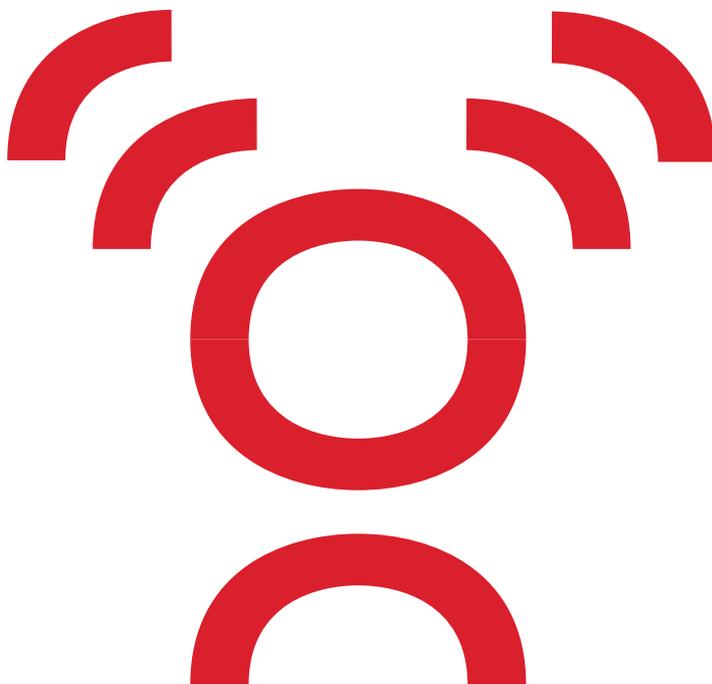
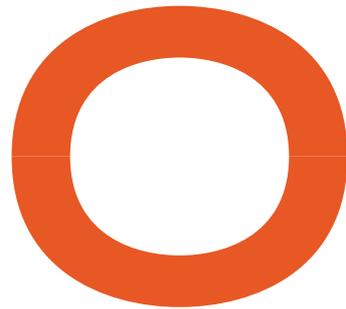
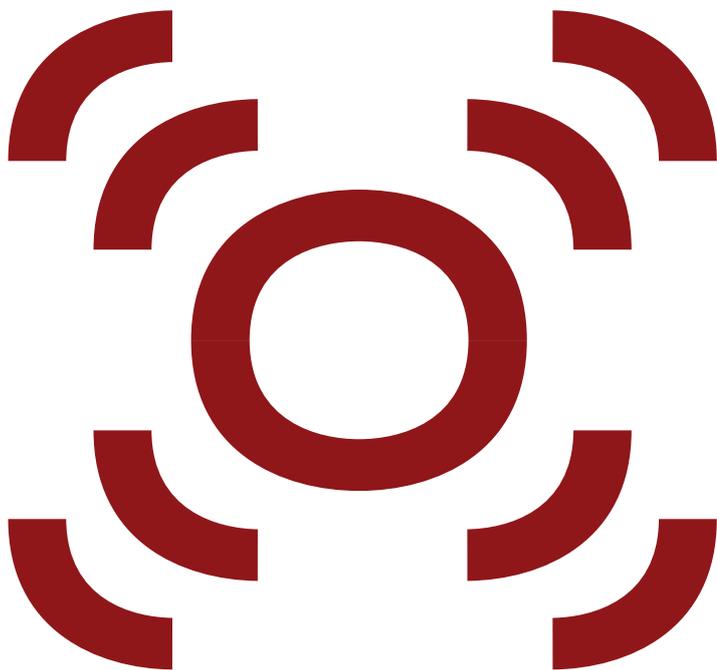
Mazars
Bruno Pouget

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Sopra Steria et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité figurant en pages 1 à 10, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant des six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 31 juillet 2019

Vincent Paris
Directeur général



Sopra Steria Group

Direction générale
6 avenue Kléber
FR 75116 Paris
Tél.: +33(0)1 40 67 29 29
Fax: +33(0)1 40 67 29 30
contact-corp@soprasteria.com
www.soprasteria.com